

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article6384>

Exportations d'armement : bataille pour le contrôle de la Sofema

- Défense - France -



Date de mise en ligne : jeudi 13 décembre 2007

Spyworld Actu

Plusieurs possibilités sont ouvertes dont la reprise par deux acteurs privés et une fusion des offices d'exportation d'armement. Aucune décision n'est encore prise alors que le ministre de la Défense présente aujourd'hui jeudi 13 décembre son plan de relance des exportations de matériel militaire dont les grandes lignes ont été dévoilées ce matin dans la Tribune.

La Sofema, l'un des offices français chargés de promouvoir les exportations françaises d'armement, est au centre d'une bataille pour décider de son avenir. Selon les informations de latribune.fr, deux entreprises privées seraient sur les rangs pour prendre son contrôle. Une autre option consisterait à la regrouper avec la Sofresa, l'autre office d'aide à l'exportation des armements, longtemps dédiée aux ventes à l'Arabie saoudite.

Pour l'heure aucune décision ne serait prise alors que le ministre de la Défense présente aujourd'hui jeudi 13 décembre son plan de relance des exportations de matériel militaire - dont les grandes lignes sont révélées ce jeudi dans la Tribune par notre spécialiste, Michel Cabirou - après de cruels échecs, notamment celui de la vente de Rafale au Maroc (mais la Libye devrait en acheter), qui auraient sérieusement énervé le président de la République.

Le capital de la Sofema, dirigée aujourd'hui par Guillaume Giscard d'Estaing, est détenu à 22% par EADS, 12% par Safran, 10% par DCN et 10% par Thales, 9% par Nexter (l'ex Giat Industries) et 7% par Dassault. Les 30% restant sont contrôlés par divers acteurs de l'industrie de défense.

Première possibilité de réorganisation, et la plus avancée à ce jour, le rachat de la Sofema par Général marketing development (GMD). Cette entreprise de représentation de compagnies européennes sur les marchés de défense et sécurité est dirigée par François-Régis Tézé. Une data room aurait été mise en place, toutefois, aucune offre précise n'aurait été déposée.

"Nous sommes intéressé pour redresser et développer Sofema", indique François-Régis Tézé, contacté par latribune.fr. Il ne confirme pas l'existence d'une data room. Mais il précise son projet. "Le matériel militaire français vieillissant pourrait être mieux promu afin de prendre pied sur des marchés étrangers afin de vendre du matériel neuf", précise-t-il. Il insiste sur les liens qui pourraient être noués entre la Sofema et la Délégation générale pour l'armement (DGA) du ministère de la Défense.

Deuxième possibilité, la Sofema pourrait être reprise par ATE France, filiale d'ATE group, notamment implantée en République Sud-africaine. Ce groupe est dirigé par Jean-Marc Pizano. Celui-ci, sollicité à plusieurs reprises par téléphone et mail, n'a pas souhaité répondre à latribune.fr.

Enfin la dernière possibilité figurerait dans le rapport industries de l'armement, destiné à nourrir le Livre blanc sur la défense, qui doit être présenté en mars 2008. Selon les informations recueillies par latribune.fr, les rédacteurs de ce rapport tableraient sur une fusion de la Sofema avec sa soeur-jumelle, la Sofresa (Société française d'exportation de systèmes avancés), à l'origine spécialisée dans la vente d'armement dans les pays du Moyen-Orient mais qui depuis a élargi ses activités à d'autres zones géographiques du monde. La nouvelle structure serait alors contrôlée à 51% par l'Etat et à 49% par les industriels de défense.

Ce dossier de reprise est compliqué par deux difficultés. La première consiste à régler le sort de DCI, Défense conseil international, la véritable pépite de la Sofema, chargée de "la transmission du savoir-faire, opérationnel ou technique, des armées françaises à des pays partenaires, en particulier lors de la vente de matériels d'armement".

Exportations d'armement : bataille pour le contrôle de la Sofema

Sofema détient 30% du capital de DCI, dont 49,9% sont contrôlé par l'Etat.

L'arrivée d'un repreneur privé pour la Sofema inquiète les dirigeants de DCI à tel point que, selon nos informations, l'entreprise aurait demandé à Civipol, la société de conseil pour les ventes à l'étranger du ministère de l'intérieur de prendre des parts dans son capital. La seconde difficulté, et non la moindre, sera de savoir qui mettra la main sur les secrets des ventes d'armes de la France enfermés à double tour dans les coffres de la Sofema ...

Post-scriptum :

<http://www.latribune.fr/info/Export...>